Le Burundi conteste les accusations contenues dans un pré-rapport de l'ONU

@rib News, 23/09/2010 – Source AFPLe gouvernement burundais a demandé "avec insistance" au secrétaire général de l'ONU d'être rayé de la liste des pays impliqués, selon un pré-rapport de l'ONU, dans les violations graves commises en République démocratique du Congo (RDC) entre mars 1993 et juin 2003. "Le gouvernement du Burundi vient d'envoyer une note de protestation contre les allégations faites sur les ex-Forces Armées Burundaises (FAB) et les ex-Forces pour la Défense de la Démocratie (FDD, ex-rébellion) au secrétariat général de l'ONU", selon un communiqué signé par le porte-parole du gouvernement, Philippe Nzobonariba.

Un rapport préliminaire des Nations Unies, qui recense les violations graves des droits de l'homme et du droit international humanitaire entre mars 1993 et juin 2003 en RDC, détaille les massacres, viols et pillages commis par des militaires de plusieurs pays et groupes rebelles de la région des Grands Lacs au cours des deux guerres qui se sont déroulées dans l'ex-Zaïre. Il met ainsi en cause l'ex-armée rwandaise et la rébellion des FDD dans plusieurs violations graves des droits de l'homme en RDC durant cette période. Selon le communiqué du gouvernement, les allégations portées contre les ex-FAB et les ex-FDD "n'ont pas de raison d'être dans la mesure où ni l'un ni l'autre des deux ex-belligérants n'ont jamais été en collusion avec aucune des forces en présence sur le sol de la RDC". "Le théâtre des opérations" des belligérants burundais "a toujours été sur le sol burundais", assure le porte-parole. Les gouvernements burundais successifs ont toujours nié être intervenus aux côtés du Rwanda et de l'Ouganda pour chasser le président zairois Mobutu Sese Seko. Par ailleurs, selon des sources concordantes, les ex-rebelles des FDD étaient alliés au régime Mobutu et intégrés dans son dispositif militaire. Le Burundi sort d'une longue guerre civile (1993-2006) qui a opposé les FAB, alors dominées par la minorité tutsi, aux mouvements rebelles hutu, notamment les FDD, actuellement au pouvoir. Depuis 2005, le Burundi s'est doté d'une armée et d'une police paritaires entre les deux ethnies.

COMMUNIQUE DU GOUVERNEMENT

1. À la suite de l'analyse approfondie du projet de « rapport-mapping » sur les violations graves des droits de l'homme et de droit international humanitaire commises entre mars 1993 et juin 2003 en République démocratique du Congo, le Gouvernement du Burundi vient d'envoyer, par le biais du Ministère des Relations Extérieures et de la coopération Internationale, une note de protestation contre les allégations faites sur les ex-Forces Armées Burundaises (FAB) et les ex-Forces pour la Défense de la Démocratie (FDD) au Secrétariat Général des Nations unies à New York.

2. Ces allégations portées contre les ex-FAB et les ex-FDD n'ont pas de raisons dans la mesure où ni l'un ni l'autre des deux ex-belligérants n'ont jamais été en collusion avec aucune des forces en présence sur le sol de la RDC pour combattre qui que ce soit. En effet, les ex-FAB étaient présentes par la rébellion CNDD-FDD sans cesse croissante, à l'intérieur du pays et ne pouvaient en aucun cas aller disperser leurs efforts pour faire la guerre à l'Est du Congo.

3. Quant aux accusations proférées à l'encontre des ex-FDD, elles ne sont fondées, étant donné que l'ancien mouvement politique armé CNDD-FDD n'a jamais mené d'opérations à l'ex-Zaïre. Le théâtre des opérations a toujours été sur le sol burundais où il était sous la pression de l'armée gouvernementale burundaise (FAB).

4. Par ailleurs, le Gouvernement du Burundi tient à rappeler que la République du Burundi n'a jamais été associée aux négociations de SUN CITY en Afrique du Sud ou aux Accords de LUSAKA en Zambie, car ces pourparlers ne concernaient que les parties en conflit en R.D. Congo.

5. Le Gouvernement du Burundi a donc demandé avec insistance au Secrétariat Général des Nations Unies, de retirer le Burundi de la liste des pays qui ont été impliqués dans ces violations.

6. Pour terminer, le Gouvernement du Burundi réitère son engagement au respect des droits de la personne humaine particulièrement le droit à la vie. C'est dans cet esprit qu'il condamne énergiquement les dernières tueries perpétrées par une bande de malfaiteurs qui viennent de manifester encore une fois leur vocation de criminels en massacrant sauvagement de paisibles ouvriers agricoles et du bétail à Rukoko au nord de la capitale Bujumbura. Le gouvernement s'engage à traquer ces criminels pour que la justice leur applique le châtiment à la hauteur de leur forfait. Le gouvernement réitère ses condoléances aux familles des victimes. Fait à Bujumbura, le 21 septembre 2010. Le Secrétaire Général du Gouvernement et Porte parole du Gouvernement

Philippe NZOBONARIBA